



R E G I M E N

Réseau d'Études sur la Globalisation et la Gouvernance Internationale et les Mutations de l'État et des Nations

Ce projet est né d'une insatisfaction et d'une intuition puis propose une démarche :

1) L'insatisfaction est celle que nous éprouvons devant l'épuisement progressif de l'efficacité cognitive des catégories d'analyse qui rendent compte de « l'acte de gouverner » (souveraineté, pouvoir, puissance...) et des institutions ou régimes qui les mettent en formes : (État, gouvernement...). Catégories forgées pour l'essentiel à partir du XVe siècle ou qui prennent leur sens contemporain à partir de cette période, elles semblent inadéquates pour appréhender ce que nous vivons. Cette inadéquation engendre deux effets opposés mais qui peuvent être simultanés : masquer ou au contraire surestimer les transformations actuelles qui semblent affecter les « arts de gouverner » (Senellart). Les masquer dans la mesure où les catégories que nous utilisons, souvent faute de mieux, telles que État, société civile, gouvernement, domination, puissance nous empêchent probablement de comprendre notre monde. L'illustration la plus nette de cette difficulté est celle que nous rencontrons avec le concept d'État : nous en percevons les insuffisances présentes pour rendre compte des modes institutionnels de pouvoir, mais nous peinons à en définir d'autres. La floraison de néo-concepts ou de notions tels que « mondialisation », « globalisation », « glocalisation », « gouvernance », « réseaux », « empire » censés mieux en rendre compte fournit en fait davantage le cadre d'un débat que de réelles catégories d'analyse. Mais à l'opposé nos modes de raisonnement tendent aussi peut-être à surestimer les nouveautés. Nous prenons l'habitude de raisonner par « idéal-type » dont le contenu est de plus en plus précis (ce qui est d'ailleurs contraire à la notion même d'idéal-type) et toute inadéquation avec ce que nous percevons nous conduit à conclure rapidement à la caducité de celui-ci, d'où la multiplication de l'emploi des mots « transformation », « crise », « fin »... Si nous nous référons au concept d'État, nous constatons l'épuisement de son modèle classique mais l'État s'y réduit-il ? Le « monopole de la violence légitime » a-t-il seulement jamais existé et définit-il ce qu'est un État ? La doxa devient alors celle de la transformation, de la crise ou du déclin des modes « traditionnels » de pouvoir au premier rang desquels l'État. Sans nier par principe ces transformations, il convient de s'interroger sur leur portée véritable, leur signification et leur réalité. Si l'État se transforme est-ce que tout se transforme en son sein ? Les transformations concernent-elles les finalités, les mises en forme, les discours, les pratiques ? Tout cela ou certains aspects seulement, tous les États dans le monde ou certains d'entre-eux ?

2) L'intuition est qu'il ne faut pas traiter chacune de ces catégories d'analyse de manière isolée mais sous la forme d'une « configuration » dont chacune des composantes est en interaction avec les autres et dont l'ensemble figure les différentes manières de gouverner, les institutions qu'elles mettent en place, les discours qu'elles énoncent. Pour cela, il est nécessaire de dépasser les découpages disciplinaires qui sont à la fois les producteurs et les résultantes de ces catégories d'analyse et de ne plus focaliser sur l'une d'entre elles, par exemple l'État, mais

au contraire prendre un objet large, les différentes modalités de l'acte de gouverner, pour l'apprécier dans son historicité plutôt que dans une pseudo naturalité. Il n'existe ainsi pas, à notre sens, un « État véritable » parvenant à maturité au XXème siècle puis déclinant mais des formes d'État dont les modes de légitimité, les finalités, les structures évoluent sans cesse dans l'histoire, non pas un concept de pouvoir qui serait de tous les temps et de tous les lieux mais des pouvoirs dont l'horizon de sens ne se confond pas de manière exclusive avec la domination et qui peuvent servir différentes finalités.

3) Une démarche

Notre réseau se propose un triple travail portant sur les manières de gouverner

- 1) un travail épistémologique et critique: déconstruire les catégories d'analyse actuelles moins pour en substituer d'autres que pour en montrer la plasticité, la relativité, les fonctions qu'elles remplissaient à un moment donné et qui évoluent constamment
- 2) un travail comparatif entre disciplines et entre pays. Même si pour des raisons pratiques notre réseau sera d'abord européen, notre propos implique une véritable dimension internationale.
- 3) un travail de « reconstruction » à partir d'une thématique large : quelles sont les finalités des pouvoirs aujourd'hui ? qui les exercent ? quelles sont les formes des États ? Peut-on utiliser un même terme pour désigner des réalités si différentes à travers le monde ? La souveraineté est-elle un concept opératoire ?

Les activités du réseau s'articulent selon trois axes :

- 1) organisation de conférences et colloques sur l'un ou l'autre aspect de la thématique générale de REGIMEN ;
- 2) participation à des congrès internationaux comme ceux de l'ISA, IPSA ou l'EPCR par l'organisation de workshops sur un thème lié au domaine de recherche de REGIMEN ;
- 3) réalisation de publications par une collection REGIMEN.

Pays des institutions participantes :

Allemagne, Angleterre, Belgique, Brésil, Canada, Chine (R.P. de), Espagne, Etats-Unis, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suisse

Comité de parrainage :

Bertrand Badie, Science Po Paris – France, Valerie Bunce, Cornell University - USA, Georges Cipaianu, Université de Cluj - Roumanie, Victor-Yves Ghebali, Université de Genève - Suisse, Joseph Maïla, Institut Catholique de Paris - France, Jean Rakotoarison, Université de Fianarantsoa (chaire Unesco « Paix, démocratie, développement ») - Madagascar, James Rosenau, The George Washington University - USA, Marie-Claude Smouts, Centre d'Etudes des Relations Internationales (CERI), CNRS - France, Bogdan Szajkowski, University of Exeter - Grande Bretagne, Reimund Seidelmann, Justus Liebig Universität – Giessen - République Fédérale d'Allemagne, Mario Telo, Université libre de Bruxelles – Belgique

Comité scientifique :

Miguel Ayuso, Universidad Pontificia Comillas de Madrid - Espagne, Vincent de Briant, Université de Paris XII-Val-de-Marne – France, Mate Botos, Pazmany-Peter University, Budapest – Hongrie, Juan Cayón Peña, Universidad Antonio de Nebrija, Madrid – Espagne, Pierre Chalvidan, Université de Paris XII-Val-de-Marne – France, Juan Manuel de Faraminan Gilbert, Universidad de Jaen, Espagne, Barbara Delcourt, Université Libre de Bruxelles – Belgique, Chantal Delsol, Université de Marne-la-Vallée – France, Jacobus Delwaide, Katholieke Universiteit Brussel – Belgique, Jaap H. de Wilde, University of Groningen – Pays-Bas, Elisabeth De Zutter, Universiteit Maastricht – Pays-Bas, Gustaaf Geeraerts, Vrije Universiteit van Brussel – Belgique, Marc Hufty, Institut Universitaire d’Etude du Développement, Genève – Suisse, Emmanuel Klimis, Facultés Universitaires Saint-Louis – Bruxelles – Belgique, Dries Lesage, Universiteit Gent – Belgique, Sergiu Miscoiu, Université de Cluj – Roumanie, Yves Palau, Université de Paris XII-Val-de-Marne – France, Olivier Paye, Facultés Universitaires Saint-Louis – Bruxelles – Belgique, Brigitte Piquard, Oxford Brookes University – Royaume Uni, Christian Rouillard, Université d’Ottawa - Canada, Pierre Vercauteren, Université Catholique de Louvain - Mons – Belgique, Pierre Verjans, Université de Liège – Belgique, Peter Wagner, University of Wisconsin – USA, Kirsten Westphal, German Institute for International and Security Affairs – Germany.

Pour toutes informations :

Contact en Belgique :

Prof. Pierre Vercauteren
Secrétaire général du réseau REGIMEN
Université Catholique de Louvain
Faculté de Sciences Economiques, Politiques,
Sociales et de Communications,
151 chaussée de Binche
7000 Mons, Belgique
Tél : + 32/(0) 65.32.33.61
E-mail: pierre.vercauteren@uclouvain-mons.be

contact en France :

Prof. Yves Palau
Secrétaire du réseau REGIMEN
Université Paris Est
Faculté d’Administration
et des échanges internationaux
18 rue Saint Nicolas,
75012 Paris, France.
Tél. +33/(1) 44 87 01 89
E-mail: palau@u-pec.fr